

02 avril 1935

Ce qu'on ne peut plus ajourner

Ce qu'on ne peut plus ajourner. Le moment est peut-être venu de penser aux réalisations, d'une façon concrète et précise.

Il y a avant tout le problème politique. Il va, nous dit-on, recevoir très bientôt sa solution. Il nous faut, et plus particulièrement dans les temps durs que nous traversons, un gouvernement actif, agissant, en éveil ! Un gouvernement soucieux de l'intérêt général, capable d'une action rapide, un gouvernement digne de ce nom.

Et puis, il faut donner à la Chambre, les moyens et les pouvoirs de contrôler l'Exécutif pour l'empêcher de tomber en léthargie.

La situation douanière n'exige pas de moins promptes mesures. Pour redonner quelque activité à notre commerce, il faut arriver, au besoin à quelques exceptions près, à la parité douanière avec la Palestine.

Au problème douanier, se rattache toute l'angoissante question du blé. Il nous faut une politique du blé. Tout le monde sait qu'il existe actuellement dans les pays de Mandat suffisamment de blé pour leur consommation jusqu'à la nouvelle récolte. La soudure est donc assurée, et la prochaine récolte s'annonce très abondante.

Dans ces conditions, il ne faut pas hésiter à recourir à des mesures brutales mais nécessaires, et interdire purement et simplement pour un semestre toutes les importations de blé. Les statistiques officielles mentionnent, il est vrai, une assez peu appréciable quantité de blé importé, mais il existe par contre une contrebande de blé turc dont les proportions pourraient être rapidement inquiétantes. Pour défendre le pouvoir d'achat du paysan qui est à la base de toute activité économique dans un pays essentiellement agricole, comme le nôtre, et améliorer, dans la mesure de nos faibles moyens, notre balance commerciale, la solution de l'interdiction s'impose.

Reste le problème de l'estivage et de la villégiature. La saison d'été approche. Les deux mois qui nous en séparent sont à peine suffisants pour prendre toutes les dispositions, agir avec méthode, régler les conflits en cours, faire l'effort de propagande indispensable et surtout mettre les routes en état. L'exemple de la route de Tyr à Nakoura, qui est la principale voie d'accès de la Palestine vers nos pays est significatif à cet égard ; si elle n'est pas prête à temps, nos espoirs pour une brillante saison de villégiature peuvent être à moitié enterrés. Il faudrait mettre dix fois plus d'hommes et de machines sur cette route, dont ceux qui l'utilisent en ce moment parlent avec terreur : c'est paraît-il une manière de supplice chinois.

Donc, en résumé, il faut :

- 1- Réformer l'Etat (manifestement très malade).
- 2- Modifier profondément notre politique douanière (si l'on peut appeler *politique douanière* le régime absurde sous lequel nous vivons).
- 3- Renforcer notre politique du blé en recourant à l'interdiction pure et simple.

4- Consacrer un effort de tous les instants, un effort sans défaillance, à la villégiature et au tourisme.

C'est, on le voit, tout un programme.

Et c'est un programme dont la réalisation ne doit plus souffrir le moindre retard.